



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie
Lectures (2002-2010)

Froger G., Mainguy C., Brot J. et Gérardin H. (Dir.),
2005, *Quels acteurs pour quel développement ?*, Paris,
GEMDEV-Karthala, 288 p.

Emmanuel Bon



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/1886>

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Emmanuel Bon, « Froger G., Mainguy C., Brot J. et Gérardin H. (Dir.), 2005, *Quels acteurs pour quel développement ?*, Paris, GEMDEV-Karthala, 288 p. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Lectures (2002-2010), Publications de 2005, mis en ligne le 16 mars 2006, consulté le 19 avril 2019.
URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/1886>

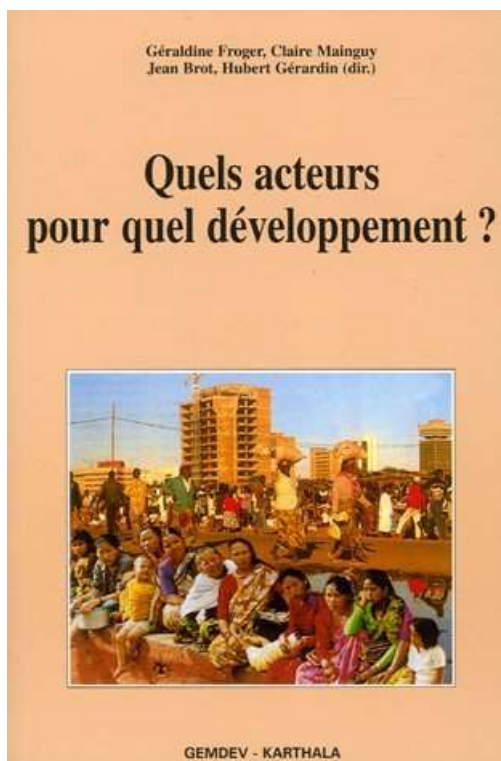
Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Froger G., Mainguy C., Brot J. et
Gérardin H. (Dir.), 2005, *Quels acteurs
pour quel développement ?*, Paris,
GEMDEV-Karthala, 288 p.

Emmanuel Bon



- 1 Parodie de participation ou nouvelle panacée ? Du « consensus de Washington » du milieu des années 1970 en faveur de la libéralisation économique au « nouveau consensus de Washington » en faveur de la participation comme une condition *sine qua non* du

développement, cet ouvrage rend simultanément compte des opportunités et des risques d'instrumentalisation qui pèsent sur la participation comme un nouveau type de conditionnalité des aides multilatérales au développement.

- 2 L'ouvrage se structure en trois parties autour de trois entrées thématiques comme suit : la montée en puissance de la société civile dans les stratégies des organisations internationales et des administrations nationales notamment, les pratiques d'acteurs dans les politiques de développement puis leur implication croissante dans la gestion des questions sociales et environnementales appréhendées en terme de biens communs en troisième et dernière partie. Les sociétés civile et privée sont ainsi devenues des acteurs incontournables des politiques de développement. Si l'émergence de ces nouveaux acteurs a d'abord constitué une réponse à l'échec des modèles et politiques passées qui sont critiquées pour leur manque de légitimité et d'efficience, la question reste celle de savoir si l'émergence de ces nouveaux acteurs doit et peut constituer une alternative réelle au désengagement de l'État ?
- 3 La *première partie* de l'ouvrage propose une lecture critique mais pertinente de la stratégie des organisations internationales vis-à-vis de la participation de la société civile au développement. Présentée comme une nouvelle panacée par les organisations internationales, la participation fait écho à une vision et une pratique du développement plus stratégique et fonctionnelle que doctrinaire. Inévitablement, se pose la question de la représentativité des parties prenantes (stakeholders) aux projets. Comme le souligne Stéphanie Treillet, la notion de société civile pâtie paradoxalement « d'un déficit de définition, ou d'une surcharge de signification » (p. 16). L'acceptation de la notion de société civile, plus en moins large, est le plus souvent définie en creux « par ce qu'elle n'est pas : ni l'État ou les institutions nationales, locales ou supranationales, ni, dans certains cas, le secteur capitaliste ou à but lucratif » (p. 18). La société civile est perçue comme un corps intermédiaire jouant à la fois les rôles d'interlocuteur, de partenaire et de leadership, face à un État jugé trop faible et trop pesant, faisant preuve d'autoritarisme et d'arbitraire. Dans ce nouveau contexte, l'État doit repenser et reconstruire les fondements de sa légitimité. Comme le font remarquer Frédéric Lapeyre et Isabel Yepez, il existe néanmoins une contradiction apparente entre la participation vue comme un processus d'apprentissage collectif entre parties prenantes qui s'inscrit nécessairement dans le long terme et les normes de fonctionnement « par projet » des organisations internationales et des États qui s'inscrivent dans le court terme. Cette contradiction pourrait expliquer les écarts, parfois importants, que l'on constate entre la philosophie des projets participatifs et leurs réelles implications, ce qui rend leur évaluation d'autant plus problématique. Dans une version faible, l'engagement de la société civile porterait davantage sur le processus et les modalités de mise en œuvre des politiques-projets dont « l'objectif prioritaire d'adaptation aux normes de l'économie mondialisée n'est en aucun cas discutable » (p. 35) selon Lapeyre et Yepez, plutôt que sur leur contenu politique qui ferait l'objet d'une version forte de la participation. On pourra ainsi s'interroger avec les auteurs sur l'emploi du terme participation lorsque la participation se restreint à de l'information et de la consultation des parties prenantes, et beaucoup plus rarement à de la concertation et de la co-décision sur les objectifs à poursuivre eux-mêmes. Le nouveau consensus de Washington conduirait-il ainsi à renouveler les modalités du clientélisme vis-à-vis, non plus de l'État, mais des organisations internationales dans une stratégie de captation de la rente économique et financière des projets ? A travers la recherche de compromis négociés, la démarche participative aurait-elle pour effet, sinon pour objectif,

une objectivisation qui n'est qu'apparente des intérêts en jeu dans le seul but d'obtenir l'adhésion de la société civile à moindre coût ?

- 4 Les contributions rassemblées dans la deuxième partie documentent la diversité des acteurs et de leurs pratiques dans divers champs du développement comme ceux de l'éducation en Afrique, de la solidarité en Côte d'Ivoire, de la santé au Mali, de l'agriculture au Mexique, en centrafrrique et en Côte d'Ivoire ou celui de l'industrie au Viêt-nam. Les auteurs constatent ainsi un déplacement du centre de gravité du développement de l'État vers les sociétés privée et civile qui justifie « une diversification des pôles d'influences » (p. 251) synonyme de nouveaux modes d'interaction, plus horizontaux. Ce déplacement ne va pas de lui-même. Il résulte de la succession des politiques dans le temps qui a fait émerger de nouveaux acteurs comme une réponse au désengagement et à l'incapacité financière de l'État. Il n'est pas non plus sans poser des problèmes de coordination et de confiance entre les acteurs du fait de la pluralité des logiques. En mobilisant les opinions publiques, ces nouveaux acteurs tentent d'influer sur les processus de décision qui concourent à la mobilisation et à la répartition des ressources de l'aide au développement. L'État demeure néanmoins un rempart contre le renforcement des formes d'inégalités (nouvelles et anciennes) lorsque les acteurs locaux usent de leurs nouveaux pouvoirs pour favoriser certains groupes plutôt que d'autres selon le critère de la proximité sociale. La participation équivaldrait simplement alors à substituer une forme d'arbitraire, celle de l'État, par une autre, celle des parties prenantes. Olivier de Solages pose également la question des limites du développement participatif en faisant remarquer que « des initiatives ponctuelles ne suffisent pas, un pays ne se micro-réalise pas » (p. 97). La planification du développement à moyen et long terme semble ainsi devoir rester, pour quelque temps au moins, une prérogative de l'État. La question n'est pas tant de savoir qui, de l'État ou de la société civile, devrait ou pourrait être à l'origine du développement, mais davantage de penser la force de complémentarité et les modalités d'interaction entre ces acteurs clés du développement.
- 5 Dans un troisième et dernière partie, les contributions de Stéphane Callens sur la gestion des catastrophes naturelles à l'échelle mondiale, celle de Jacques Poirot sur l'application du principe de précaution et son interprétation par les parties prenantes, celle de Bruno Boidin sur la notion de bien public mondial appliqué à la santé et celle d'Olivier Petit sur la gestion des eaux souterraines et de l'irrigation en Inde soulignent ensemble les difficultés conceptuelles et d'ordre pratique d'instaurer une gestion en commun de ce type de problèmes à l'échelle mondiale. Il existe en effet une incomplétude radicale qui affecte les modes de gestion purement hiérarchiques, formels et réglementaires. Si la notion de bien public mondial n'apparaît pas toujours pertinente ni clairement établie, sa construction semble néanmoins nécessaire pour favoriser une évolution des représentations et le dépassement de la stricte logique des « intérêts bien compris » (p. 253) entre parties prenantes. En effet, en présence de biens publics mondiaux et à défaut d'un système de gouvernance basé sur la responsabilité partagée lorsqu'il n'est pas toujours possible de clarifier les droits de propriété, ce sont les systèmes locaux de gestion qui s'imposent de fait comme les seuls systèmes de régulation et de contrôle des droits d'appropriation.
- 6 Si l'on peut reprocher, à certains endroits, une redondance de certains arguments, cette redondance n'en traduit pas moins une convergence de points de vues. On pourra également souligner la difficulté rencontrée par les auteurs d'évaluer les politiques mises

en œuvre et les processus en cours sans préciser explicitement leur propre conception de la «bonne» participation.

- 7 On pourra donc penser, selon les points de vues, que les modèles et les pratiques du développement participatif ne constituent qu'une nouvelle version des thèses libérales face aux critiques et à la pression exercée par la société civile sur les gouvernants ou bien, au contraire, que ces nouveaux modèles constituent le fruit d'un compromis de nature stratégique entre la vision du développement véhiculée par les bailleurs de fonds et la force d'opposition dont la société civile s'est investie. Si cet ouvrage n'apporte pas de réponse définitive à la question des modèles de développement, il suscite de l'intérêt autant que des interrogations sur les motivations et la capacité des administrations nationales et des organisations internationales à réformer leurs pratiques du développement ; pratiques qui leurs avaient jusqu'ici permis d'assurer la priorité de leurs objectifs sur ceux de la société civile. Parce qu'elles ont vocation à être généralisées sans discernement, outre leur uniformité, les politiques participatives comportent le risque d'institutionnaliser plutôt que d'instituer les processus participatifs en même temps qu'elles constituent une tentative plus ou moins explicite de contrôler, voire de circonscrire, l'action collective et ses mécanismes. Ces questions ne peuvent cependant pas être tranchées d'un point de vue strictement théorique et nécessitent des investigations empiriques qui nous sont proposées dans cet ouvrage collectif. Si cet ouvrage n'épuise pas la question de la participation, il contribue au débat de manière significative en documentant les pratiques, à différents niveaux de généralités et dans différents secteurs, comme ceux de la santé publique, de l'agriculture ou de l'environnement.

AUTEUR

EMMANUEL BON

Emmanuel Bon est docteur en économie. Il a soutenu sa thèse en 2005 au CERED-FORUM, Université de Paris X – E-Mail ; emmanuel_bon@yahoo.fr